



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Inspection générale de l'environnement
et du développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement,
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la
commune de Saussenac (81)**

N°saisine : 020130/KK PP

Date : 27/07/2026

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 19 juillet 2023, 04 septembre 2023, 20 décembre 2023, 29 août 2024, 25 novembre 2024, 03 septembre 2025 et 10 juin 2026 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 1^{er} juillet 2026, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°020130/KK PP,**
- **révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Saussenac (81),**
- **déposée par COMMUNE DE SAUSSENAC,**
- **reçue le 29/06/2026 ;**

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la commune de Saussenac procède à la révision de son zonage d'assainissement des eaux usées (superficie du territoire concerné de 17 km², 632 habitants en 2023 avec une augmentation de la population de 1,24 % par an depuis 2017 selon l'INSEE) et prévoit :

- le retrait du zonage collectif de secteurs qui ne sont pas raccordés à la station d'épuration existante ;
- l'ajout au zonage collectif des secteurs déjà raccordés à la station d'épuration et de la parcelle d'implantation de la station d'épuration ;

Considérant la localisation de la commune :

- en partie concernée par la zone d'intérêt floristique et faunistique (ZNIEFF) de type 2 « Vallée du Tarn amont » ;

Considérant que le diagnostic des systèmes d'assainissement met en avant un fonctionnement conforme de la station de traitement des eaux usées de la commune disposant d'une capacité suffisante pour traiter les charges actuelles et futures (pas de projet d'urbanisation envisagé) ;

Considérant que le diagnostic mené par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) montre que :

- 41 % des installations d'assainissement non collectif (ANC) sont conformes (52 installations sur les 127 installations contrôlées) ;
- 47 % ne sont pas conformes sans risques identifiés pour l'environnement (60 installations sur 127) ;
- 12 % ne sont pas conformes avec un risque identifié pour l'environnement (15 installations sur 127) ;

Considérant que les installations d'assainissement non collectif qui ne sont pas conformes sont situées en majorité dans des habitats diffus sur l'ensemble du territoire, que pour l'ensemble des installations, des solutions de mises aux normes existent et qu'un plan d'actions de mise en conformité est en cours par l'exercice des missions incluses dans la compétence assainissement non collectif (avis sur les permis de construire, contrôle des dispositifs, vente immobilière) ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Saussenac (81) limite les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE susvisée ;

Décide**Article 1^{er}**

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Saussenac (81), objet de la demande n°020130/KK PP, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision est publiée sur le portail de l'autorité environnementale : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr>.

Fait à Toulouse, le 27 juillet 2026

Pour la mission régionale d'autorité environnementale,
par délégation,

L'inspecteur général de l'environnement
et du développement durable,
Coordonnateur de la MIGT de Toulouse

Signé

Éric TANAYS
Membre de la MRAe Occitanie

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)
par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 place Émile Blouin - CS 10008
31 952 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.